

CIBLE

Ouvriers

C'est dans *Le Monde*, donc c'est vrai : on a retrouvé la classe ouvrière ! Comme c'est bizarre, la vie.

On est journaliste ou homme politique, on croise des techniciens de surface, on voit de son bureau des personnes qui construisent des immeubles, on regarde à la télévision les manifestations des victimes des délocalisations - et on proclame qu'il n'y a plus d'ouvriers...

Par paresse, par mépris de la « théorie », les dirigeants du pays ont négligé les livres et les revues de sociologie et évoqué des catégories illusoire : les « jeunes », les « femmes », les « gens », et maintenant « la France d'en bas ».

Il a fallu le choc du 21 avril pour qu'on s'aperçoive qu'il existe toujours une classe ouvrière, nombreuse, surexploitée, lucide et révoltée - tellement révoltée qu'elle en vient à voter massivement pour un milliardaire démagogue.

Et maintenant, que vont faire les gens d'en haut ? Reconnaître la réalité du « problème » puis continuer à agir comme s'il n'existait pas car tout commencement de réponse à la colère de la classe ouvrière supposerait des changements radicalement contraires aux intérêts des oligarques. Gare ! Il est toujours plus facile de changer de dirigeants que de dissoudre le peuple.

STRATÉGIE

Quels sont nos objectifs ?

Moeurs

Le nouvel ordre sexuel

p. 9

Histoire

Notre droit politique

p. 6-7

Élections vaines et réalités démo-despotiques

A quoi servent aujourd'hui les élections, à part mettre en valeur les extrêmes ? Les orientations de la droite et de la gauche sont trop proches.

C'est la politique unidimensionnelle imposée par l'Europe vouée aux « lumières » du libéralisme économique face aux « erreurs ringardes » keynésiennes et souverainistes. Plus de politique monétaire, transférée à la Banque Centrale Européenne statutairement obsédée par l'inflation et la réduction des déficits publics quand le problème est le chômage et la solution l'investissement éventuellement par le déficit. Plus de politique industrielle et de la concurrence, sinon les réticences opaques et les dogmes obtus de la direction de la concurrence à la Commission de Bruxelles ; on interdit la fusion Schneider-LeGrand, sans trop expliquer dans quelles conditions elle pouvait devenir « légale » et sans souci de l'emploi à Limoges ou à Chabanais, mais on laisse Microsoft étendre sa mondiale position dominante. Plus de politique budgétaire du fait des critères surajoutés de Maastricht et donc plus d'aménagement du territoire, de grands travaux, et même de relance quand la croissance se tarit : on attend donc la reprise américaine après, là-bas, réactions volontaristes au besoin

peu orthodoxes. Plus de politique étrangère mais d'interminables négociations européennes intergouvernementales qui édulcorent tout et mettent à la remorque des atlantistes majoritaires. Plus de politique de défense mais, là aussi, des actions de supplétifs proposées aux Américains qui peuvent choisir les collaborateurs les plus pressés tout en continuant, bien sûr, à faire obstruction à la montée en puissance d'une industrie européenne d'équipements militaires.

Qui plus est, les cours européennes, activistes de l'intégration, imposent aux juridictions nationales procédures, droits et principes. Des autorités administratives, dites indépendantes, « régulent », c'est-à-dire écoutent les groupes de pression et disent faire prévaloir les règles de la libre concurrence et les dogmes de l'État amaigri, également promus par les grands tuteurs despotes éclairés internationaux : FMI, Banque Mondiale, OMC. Et là dessus, prônant le libéralisme chez les autres et pratiquant le protectionnisme chez lui, le parrain américain se pose en mondial protecteur, messie tirant le maximum d'avantages,

stratégiques, industriels, pétroliers, de sa poursuite des méchants, qui pourrait donc durer longtemps.

Pourquoi élire tel ou tel président, si, à l'abri de nos emportements bornés, poujadistes, la Banque centrale Européenne gère notre monnaie, la Commission nos industries, le Conseil des Ministres notre politique étrangère, et les États-Unis notre défense ? Dans un discours prononcé en décembre 1999 à la cathédrale de Strasbourg, Jacques Delors était passé aux aveux en invoquant à propos de l'Europe une « sorte de despotisme doux et éclairé ». De fait est venu le temps du démo-despotisme. Côté démo ce n'est plus la démocratie gouvernante, le possible changement de politique après élections disputées. C'est la démocratie des droits, la litanie des revendications des droits individuels et collectifs et des réparations promues par des juges « éclairés » et plus du tout « bouches » de la loi, inventant les règles après avoir soupesé le social, humé l'air du temps, et pris en compte les pressions d'individus et de groupes « victimes ». C'est aussi la promotion de la « société civile », altruiste et pure, contrairement

à la société politique, corrompue et clientéliste. Et qu'importe si la notion est aussi nébuleuse que celle de « communauté internationale », et tous les intérêts particuliers qu'elle aussi cache et promeut ! On en vient même dans une littérature pseudo-scientifique anglo-saxonne à confondre démocratie gouvernante et populisme : le vote des citoyens doit être encadré. Il ne doit pas contrarier les bons principes posés par juges, experts et sages. C'est le côté despotisme : si les citoyens irlandais, par référendum votent contre le traité de Nice, c'est qu'ils ont perdu raison. On trouvera le moyen de les ramener sur la bonne route européenne, et même si on pense le plus grand mal de l'avancée en question ; si des citoyens européens veulent manifester à Barcelone contre le démantèlement programmé des entreprises et services publics on bloque la frontière franco-espagnole. Les « hordes populistes » n'ont pas droit à la libre circulation européenne qu'il serait illégal d'entraver s'il s'agissait de capitaux, de travailleurs dociles ou de marchandises. Les « despotes éclairés » feront notre bonheur malgré nous. Que reste-t-il donc alors aux individus porteurs de droits (on n'ose plus dire aux citoyens choisissant des politiques) : à « voter » Laure ou Loana tout en proclamant « c'est mon choix ».

Bernard CUBERTAFOND

Bernard Cubertafond est professeur de droit constitutionnel à l'Université Paris VIII. Collaborateur de l'Institut Maghreb Europe, on lui doit plusieurs ouvrages sur le Maroc en particulier « La vie politique au Maroc » (prix franco : 14 €) qu'il était venu nous présenter aux Mercredis de la NAR en novembre dernier.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (19,10 €) ☐ six mois (30,50 €) ☐ un an (45,75 €) ☐ soutien (95 €)
 ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Elections vaines - p.3 : Des hauts et des bas - Sports ? - p.4 : Jobert - Un temps de canard - p.5 : Les nostalgiques de la guerre froide - p.6/7 : Le souverain a des problèmes - p.8 : Stanislas Fumet - p.9 : Le nouvel ordre sexuel - p.10 : Blanche de Castille - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Nos objectifs.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : 01 42 97 42 57
 Télécopie : 01 42 96 05 53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Des hauts et des bas Sports ?

Épastrouillant : dans le langage des Pieds Nickelés, c'est ce qui en met plein la vue. Mais l'épastrouillance est à l'épastrouillant ce que la gouvernance est au gouvernement : une verbosité aussi illusoire qu'une pilosité postiche, une gesticulation débile qui singe la provocation gestuelle, vestimentaire ou politique.

Nouvelleté post-moderne, l'épastrouillance a ses soutiers, qui sont au charbon du matin et soir, et ses fringants capitaines qui jettent de temps à autre un os à ronger à ceux de « la France d'en bas ».

L'En-Bas. Commençons par cette raffarineuse formule, lancée voici quelques semaines par l'ancien dirigeant de Krief communication. « La France d'en bas », c'est le concept qui fait suite à celui de « société civile » et au « pays réel » maurassien, explicité en 1940 par la fameuse image de « la terre qui ne ment pas ». La modernité a transformé la terre (libérée de ses paysans par la FNSEA) en terrain - c'est-à-dire en un lieu sans vie et sans ville, une négation du paysage - qui peut tourner à la décharge. Mais qu'importe le terrain, tant qu'on a la vitesse.

L'En-Haut. Parvenu sur un des sommets de la France d'en haut, Jean-Pierre Raffarin a été décrit par des journalistes bienveillants comme un homme parti « au galop ». Quelques jours plus tard, on apprit que le Premier ministre allait « au trot ». Dès la fin mai, chacun put constater que l'homme prenait son temps : les grandes réformes sociales (par exemple celle des retraites) aboutiront « plutôt

en 2003 », ce qui nous laisse devant deux hypothèses : ou bien la chiraquie n'a rien dans ses cartons ou bien elle veut cacher ses intentions réelles jusqu'à la rentrée. A droite, on en dit le moins possible pour gagner la bataille. A gauche, on n'en dit pas plus pour ne pas trop perdre de plumes. A droite et à gauche, on se plaindra ensuite du « déficit démocratique »...

Entre les Hauts et les Bas, on découvre les apparatchikis moyens de la « génération terrain ». Je songe à un certain M. Lepeltier, surgit sur les beaux écrans de France pour annoncer des prises de positions douteuses quant au Front national. Cette cuisine d'entre-deux tours a été immédiatement refusée par les gens de tout en haut, mais le brave M. Lepeltier a offert une journée de bonheur à M. Hollande qui a pu jouer les damoiseaux de grande vertu pourchassant les complices de l'extrémisme. Il faudrait, d'ici le second tour, que quelqu'un d'autre se dévoue pour donner à M. Hollande une bouffée d'air et autres plaisirs minuscules. La raison de notre sollicitude ? Le bruit lancinant des lames qu'on aiguise, du côté de chez Kahn (Strauss) et dans la maison Fabius. La France de tout en haut est impitoyable avec ses domestiques, qu'elle range parmi les témoins qu'il faut égorger.

Tout en haut, il y a le toujours jeune Dominique Strauss-Kahn, toujours futur capitaine qui a le chic de monter à bord de périssaires naufragées : Jospin, après Rocard, quelle guigne ! Mais ces revers n'empêchent pas DSK de continuer à nous entretenir de son génie politique. Preuve en est cette épastrouillante prévision : si la gauche remporte les législatives, le président de la République « ressemblerait plus au président portugais, peut-être à la reine d'Angleterre ». Cette comparaison paresseuse montre, si besoin est, que DSK ignore la dimension symbolique du pouvoir politique, relativement faible mais existante au Portugal, et très forte en Angleterre puisque la reine fait tenir ensemble la Grande Bretagne et le Commonwealth. Plutôt que de dévider les sornettes européennes, apprenons à connaître et à aimer l'Europe.

Tout au bas, il y a le degré zéro de la politique, atteint sans coup férir par Jean-Luc Mélançon. Tout à trac, l'ancien ministre jospiniste a réclamé l'interdiction pure et simple du Front national tandis qu'un quelconque hiérarque de droite proposait qu'on modifie la loi électorale pour empêcher les triangulaires. Les dingos-docteurs de l'oligarchie cancérisée par ses propres turpitudes voudraient qu'on casse le thermomètre et qu'on administre de l'aspirine pour faire baisser la fièvre. Etouffez la colère, elle resurgira ailleurs, plus forte que jamais.

Sylvie FERNOY

Parmi les amateurs de sports populaires, football, corrida ou cyclisme, qui est encore dupe des spectacles qui sont donnés ? On peut se passionner, sans oublier les véritables enjeux des parties qui se jouent sur les stades et sur les écrans.

Il y a une économie du sport, soumise depuis une quinzaine d'années aux logiques de la concurrence et de la rentabilité financière. Avec les mêmes conséquences que sur les autres segments du marché globalisé. La dérégulation a fait monter les prix dans des proportions effarantes. Coût salarial des joueurs, certes fortement rémunérés, mais traités comme des marchandises soumises à offre et demande, et surtout matière spéculative de premier choix. Coûts des investissements pour des équipements conçus pour quelques matchs à grand retentissement mais qui sont disproportionnés. Coût des retransmissions télévisées pour les chaînes qui paient des droits de diffusions de plus en plus élevés. Coût des intermédiaires, parfois douteux...

Mais voici qu'on annonce la fin des années flamboyantes. Malgré des rentrées qui furent surabondantes et qui restent plus que confortables, nombre de clubs sont lourdement endettés et ne parviennent plus à couvrir leurs dépenses courantes. La crise touche le monde des diffuseurs, marqué par des faillites retentissantes, et on se perd dans le jeu des restructurations. On tue le sport. On menace la santé et parfois la vie des sportifs. Contre cette logique assassine, il faudra réinventer une politique sportive.

Jacques BLANGY

Jobert

La disparition de Michel Jobert attriste les militants royalistes de la première génération et les plus anciens des lecteurs de notre journal.

Nous avons rencontré l'ancien ministre de Georges Pompidou peu après l'élection présidentielle de 1974. Avec l'approbation explicite du défunt comte de Paris, nous avions discrètement aidé au lancement du Mouvement des Démocrates et scellé dans les premières batailles contre le « libéralisme avancé » de V. Giscard d'Estaing une solide amitié politique.

Celle-ci s'était transformée en alliance lorsque Michel Jobert devint, en 1981, ministre du Commerce extérieur. Avec lui, avec de nombreux gaullistes authentiques, nous avions alors tenté d'organiser la troisième composante de la majorité présidentielle. C'est dans cette perspective que le Mouvement des Démocrates et la Nouvelle Action royaliste avaient constitué des listes communes pour les élections municipales de 1983 à Paris. Ces listes n'avaient pas eu de succès mais nous avions conservé d'excellentes relations avec le mouvement jobertiste, dans l'espoir de nouvelles actions communes.

La conjoncture politique n'a pas permis ce rassemblement politique, mais nous n'avons cessé de suivre avec intérêt et vive sympathie la réflexion de Michel Jobert.

Représentant la Nouvelle Action royaliste et la rédaction de notre journal, Bertrand Renouvin s'est incliné sur le cercueil de notre ami, le 30 mai, à l'hôpital Georges Pompidou.

Yvan AUMONT

Un temps de canard

Entre la coupe du monde de ballon rond, le tournoi de Roland Garros et les promenades de Nicolas Sarkozy, on risque de négliger la situation économique. Plutôt morose, la conjoncture. Mais Raffarin, il y peut rien !

Pour rénover quelque peu le lexique économique, je propose un nouveau terme : *ana-chronisme*. Une conjoncture *ana-chronique* signifie qu'il fait, sur le terrain économique, un temps de canard (du grec *chronos* - le temps - et du latin *anas* - canard (1)).

Si cela vous fait sourire, tant mieux, car ce que je vais vous raconter maintenant n'est pas drôle du tout. En gros, il y a toujours beaucoup de chômage, de l'inflation, de la casse industrielle et, pour le commerce extérieur, on a du mouron à se faire. Des précisions ? En voici :

La croissance. Dans la zone euro, elle est proche de zéro. Il y a de bons espoirs de reprise, mais celle-ci dépend du redémarrage de l'économie américaine (2) qui reste fragile : il y a de bons chiffres, mais aussi des mauvais. En fait, on ne sait pas. On attend. Ce n'est pas Lionel Jospin, désormais à la retraite, qui nous donnera des explications.

Le chômage. Il y a une petite baisse en avril du nombre des demandeurs d'emplois (-10 400 personnes) mais personne ne crie victoire car, pour la première catégorie, le chômage a augmenté de 7,7 % en un an pour l'ensemble et de 15 % pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans. Tous nos compliments à Madame Guigou, championne de l'inertie arrogante.

Il est vrai qu'elle partage la responsabilité de la situation avec le Premier ministre, qui avait décidé de ne rien faire

face aux plans sociaux. Pas étonnant qu'ils se soient multipliés, passant de 262 en novembre 2001 à 446 en février 2002. Il y a des milliers de licenciements ; des régions entières sont frappées, notamment l'Ouest (Philips au Mans, Mitsubishi à Rennes, Alcatel à Brest et Quimper, Bastide Electronique à Morlaix, Aspocomp à Evreux) comme à l'est (Valéo à Sissone) ; Fécamp et Soissons sont des villes sinistrées... Lionel Jospin, il y pouvait rien !

La hausse des prix. Masquée par le taux officiel d'inflation, elle touche des produits massivement achetés dans les grandes surfaces (certaines boîtes de conserve ont augmenté de 30 % sous prétexte de passage à l'euro) et réduit par conséquent le pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires. Les banquiers centraux, qui ont pour objectif premier la lutte contre l'inflation, attendent que ça se passe.

Le commerce extérieur. Il y a lieu de s'inquiéter si la tendance du dollar à la baisse se confirme pour le moyen terme et provoque une hausse de l'euro - qui pénalisera nos exportations. Mais, là encore, Raffarin n'y peut rien car c'est la Banque centrale européenne qui s'occupe du taux de change. Or ces messieurs de Francfort sont partisans d'une monnaie forte qui arrange les milieux financiers.

Face à cette situation pour le moins préoccupante, le nouveau gouvernement annonce des mesures bouleversantes de

nouveauté et d'audace. Une baisse massive des impôts qui profitera principalement aux catégories aisées - la démonstration en a déjà été faite. Un dispositif de baisse des charges qui sera inopérante pour l'emploi lorsqu'une société décide de délocaliser ses usines dans des pays où la main d'œuvre est cinq ou dix fois moins chère. Un « coup de pouce » pour les différents Smic mais qui, comme par le passé, sera trop faible pour relancer la demande des ménages modestes.

Les questions économiques brièvement évoquées devraient être au centre de dures polémiques puisque nous sommes en période électorale. Il n'en est rien. A quelques nuances près, les oligarques de droite et de gauche sont d'accord pour procéder à de menues corrections des mouvements erratiques du marché globalisé. S'y ajoutent quelques annonces « sociales » destinées à apaiser les esprits dans les villes et les régions ravagées par les restructurations sauvages. Raffarin s'agite, mais ne fait rien et ne fera rien s'il dispose le 16 juin d'une majorité parlementaire. Il en serait de même si par pure hypothèse les socialistes l'emportaient : ils ont déjà fait la démonstration pendant cinq ans de leur impuissance volontaire.

Faut-il préférer le temps de chien au temps de canard ? Ou canarder les chiens ?

Annette DELRANCK

(1) Lycéens, étudiants, ne prenez pas le mot au sérieux. Je l'ai trouvé sur le site des xyloglottes (<http://www.cledut.net/xylo.htm>) qui aiment à bricoler des étymologies rigolotes.

(2) Cf. le remarquable article de Paul Fabra dans *Les Échos* du 31 mai.

Les nostalgiques de la guerre froide

On ne nous répéterait pas si souvent que la guerre froide est enterrée si son cadavre ne bougeait encore. La visite de Bush en Europe et l'accord Russie-Otan l'ont ressuscitée.

On croyait la guerre froide terminée depuis la chute du mur de Berlin en 1989 ou la dissolution de l'URSS en 1991. La Russie et l'Otan avaient déjà signé un accord de partenariat en 1997. Qu'est-ce qui restait encore à enterrer ? Des arsenaux stratégiques ? On en stocke les deux tiers. Il en restera bien assez, y compris en cas de défense antimissiles. « L'acte fondateur » il y a cinq ans n'avait-il pas été suivi d'effet ? Poutine est un partenaire plus présentable qu'Eltsine. Mais le pas en avant n'est-il pas, comme le premier, destiné à faire avaler l'idée de l'élargissement de l'alliance aux pays baltes comme hier avec la Pologne et la Hongrie ? Les uns seront membres, Moscou restera alliée de l'alliance, mais à l'extérieur. Sauf pour ce qui concerne la sécurité extérieure.

La différence est de taille : l'alliance défensive conduit chaque membre à se porter au secours d'un membre attaqué. Ceci vaudra par exemple des pays baltes, pas de la Russie mais éventuellement contre la Russie. « L'alliance avec l'alliance » en revanche sera activée contre le terrorisme et la non-prolifération ; en clair la Russie contre l'Irak. Ces montages juridiques sont dignes des traités à la base du « système bismarckien », dit traité de contre-assurance. On vous assure dans un cas, pas dans l'autre.

Et les dix-huit autres membres de l'alliance ? Il aurait été plus clair pour Bush d'emmener Poutine de Saint-Petersbourg à Rome directement dans son avion ; dans le genre « devine qui vient dîner », Bush impose Poutine aux Européens ou, à tout le moins, il le patronne. Poutine ne doit rien aux Européens. Bush leur

reprocherait même de n'avoir pas traité le maître du Kremlin en membre de l'Europe. Il faut la flagornerie d'un Berlusconi pour répondre : « mais comment donc, et pourquoi pas l'Union Européenne ? »

L'accord Russie-Otan n'enterre pas la guerre froide. Il la ressuscite, c'est-à-dire qu'il réintroduit dans l'Otan les mécanismes de la guerre froide. Simplement l'ennemi a changé. Ce n'est plus le KGB mais Al-Qaida et ses multiples têtes, là où on veut bien les voir. L'alliance, on s'en souvient, a jusqu'à Gorbatchev inclus, fantasmé sur les arsenaux soviétiques. La réalité était grossie dans les plus sérieux rapports militaires. On peut se demander s'il n'en va pas de même des « États voyous ». Le président Bush a traité cette réaction européenne de « pure imagination ».

La guerre froide est une guerre de l'information - et de la désinformation -, une guerre idéologique - c'était aussi une guerre de la terreur qui ne fut réglée que par la terreur mutuelle assurée (M.A.D.). Or le président Bush reconnaît lui-même que dans la présente guerre contre le terrorisme il n'y a aucune rationalité ni aucune conscience. Apparemment il faut croire qu'il y en avait dans le précédent monde de la terreur ?

On ne combat pas le terrorisme avec les méthodes de la guerre froide. C'est pourtant bien ce qu'on a entendu restaurer à Rome.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **BULGARIE** - Dans un entretien publié par *Le Figaro* du 28 mai, le roi Siméon a expliqué les acquis de sa première année de gouvernement : « l'idée de mettre au-dessus de tout l'intérêt de la Bulgarie s'est imposée peu à peu ». « nous avons apporté une nouvelle façon de travailler et changé l'image du pays à l'étranger » sans dissimuler les difficultés dont la principale est de « changer les mentalités » pour passer d'un système autoritaire étatique à une plus grande liberté d'initiatives. Quelques jours auparavant le roi avait reçu le pape Jean-Paul II au monastère de Rila et s'était déclaré très heureux que le Souverain Pontife lui ait dit qu'il estimait la Bulgarie innocente de l'attentat dont il avait été victime en 1981.

♦ **MAROC** - A peine de retour de son voyage aux États-Unis où il avait été expliquer et plaider la cause palestinienne, le roi Mohammed VI a engagé une tournée au Proche-Orient pour « parler le langage de la fraternité, s'opposer à la confrontation des peuples et prôner une cohabitation avantageuse pour tous ». En visite officielle en Jordanie, puis en Syrie, il y a eu de longs entretiens avec le roi Abdallah II de Jordanie et avec le président Bachar al-Assad de Syrie. Sa tournée s'est terminée par une visite de travail en Arabie Saoudite.

♦ **NORVÈGE** - Décidément les mariages dans la famille royale norvégienne font couler beaucoup d'encre... Après le mariage, en septembre dernier, du prince héritier Haakon Magnus avec une mère célibataire d'origine modeste et au passé un peu sulfureux, c'est sa sœur aînée, la princesse Märtha Louise, âgée de trente ans, qui vient d'épouser Ari Behn, un jeune écrivain considéré comme « le nouveau grand cru de la littérature scandinave » mais très critiqué par les médias pour sa vie mondaine agitée. Les Norvégiens, eux, n'en tiennent pas rigueur à la jeune épouse puisqu'ils ont été des dizaines de milliers à avoir fait le voyage de Trondheim (à plus de quatre cents kilomètres au nord d'Oslo) pour acclamer les mariés.

♦ **NÉPAL** - C'est dans une atmosphère tendue que le Népal s'apprête à commémorer le massacre, il y a un an, du roi Birendra, de la reine Aishwarya et de neuf autres membres de la famille royale par le prince héritier pris d'une folie meurtrière. Monarque démocratique et libéral, le roi Birendra était un souverain populaire et respecté. Son frère Gyanendra lui a succédé mais ne l'a pas remplacé dans le cœur des Népalais. De plus la situation politico-militaire s'est dégradée face à la guérilla maoïste. En dépit de la proclamation de l'état d'urgence et de l'engagement de l'armée nationale contre les rebelles, ceux-ci contrôlent une partie importante du pays.

Vient de paraître

Réunis en un seul volume *Les conséquences économiques de la paix* de John Keynes et *Les conséquences politiques de la paix* de Jacques Bainville.

Avec une préface d'Édouard Husson.

Prix franco : 16,00 €



La République est sur toutes les lèvres, mais son concept s'est obscurci dans les esprits depuis le déchaînement verbal qui a marqué la campagne pour le second tour de l'élection présidentielle. On a confondu la tactique électorale de « défense républicaine », le républicanisme naïf s'attribuant la paternité de la Révolution de 1789, la doctrine de la souveraineté et le souci authentiquement républicain de l'intérêt général.

Le nouveau livre de Blandine Kriegel nous permet d'échapper aux incantations et aux artifices de la propagande. En nous rappelant les principes fondamentaux de la République, en examinant les avantages et les inconvénients de la conception classique de la souveraineté, cette philosophe et historienne du droit ouvre les immenses débats nécessaires à une actualisation de la pensée politique française.

Victime d'une hyperinflation verbale après le 21 avril, la République manipulée dans tous les sens est maintenant noyée dans les litanies bêtes. Il faut donc retrouver l'esprit de la République, sans qu'il soit besoin d'une « refondation » : nous disposons des fondations les plus solides qui soient puisqu'elles remontent aux origines de notre civilisation. Pour s'en convaincre, il suffit de prendre pour guides les philosophes et les historiens du droit qui, loin des célébrations lyriques et des mythologies naïves, excellent à remettre les pendules à l'heure.

La tâche paraît immense. Elle nous est rendue facile par Blandine Kriegel qui, dans un nouvel ouvrage*, rappelle des vérités qui dérangent les schémas hérités de la III^e République (la fondation républicaine en 1789) et qui indiquent les difficultés à surmonter si nous voulons, comme le proclament les affiches, la République et la démocratie, dans la liberté et selon la justice.

Tradition

Aussi savante et laïque soit-elle, une inspection des fondations de la République fait immédiatement apparaître la source judéo-chrétienne : « *le droit républicain biblique-évangélique [...] est bien*

le droit de l'État moderne » (129) - ce que montre par ailleurs Rémi Brague* analysant la sagesse politique de la Bible. A cette source première, toujours vive, s'ajoute la pensée grecque, surtout celle d'Aristote qui définit la *politeia* (la *res publica*) et décrit les différents régimes politiques ainsi que la manière dont ils se composent. La pensée médiévale, surtout celle de Thomas d'Aquin, s'alimente à ces deux sources, biblique-évangélique, grecque-aristotélicienne, et c'est cette théo-philosophie qui continue d'inspirer de manière plus ou moins implicite l'opinion commune quant aux finalités de la politique.

On ne peut se réclamer sérieusement de la tradition républicaine si l'on ignore ses origines religieuses et philosophiques. On s'expose en outre à ne pas saisir le mouvement de l'histoire européenne, profondément marqué à l'époque médiévale par le conflit entre les nations naissantes, d'une part, le théocratisme et l'impérialisme d'autre part. A cette époque, le Saint-Empire trouve dans les collectivités res-publicaines naissantes (les futures nations européennes) son principe de contradiction, qui engendre une opposition fondamentale entre le droit impérial et le droit républicain.

L'empire est un rêve de pouvoir total et de domination universelle ; les républiques ordonnent le bon gouvernement d'un domaine singulier, en relation avec un universel qu'il ne prétend pas résumer. Le droit romain est un droit civil, qui ignore les droits de l'homme et laisse la puissance impériale à sa propre démesure. Le droit républicain, celui des monarchies royales, est un droit politique : « *Le droit politique est une invention de l'État moderne* » (182).

RES PUBLICA

Le souverain a des problèmes

Modernité

Encore faut-il préciser la nature du régime politique qui organise cet État car la République désigne la Politique même, l'idéal du Bien commun, sans déterminer la forme institutionnelle qui permet de viser cette finalité. Blandine Kriegel nous rappelle que, déjà, Aristote dit que le gouvernement de la république peut être monarchique quand le gouvernement a en vue l'intérêt général, et non pas l'intérêt particulier du prince. Tel est le premier point qu'il faut admettre si l'on veut comprendre l'histoire politique du deuxième millénaire. Car la thèse aristotélicienne s'est bel et bien actualisée dans l'Europe médiévale (celle de la tradition judéo-chrétienne) puis dans l'Europe moderne qui commence au XVI^e siècle, dans le cadre des monarchies royales et nationales. Il y a un « *engendrement des républiques par les monarchies, c'est-à-dire par le système de l'État fort et non des républiques par l'empire, c'est-à-dire par le système de l'État décentralisé* » (177). Opposition marquée par des faits historiques (les nombreuses guerres contre les impériaux) et par une longue bataille doctrinale entre les légistes du roi et les défenseurs de l'empire. Cette bataille n'est pas terminée puisque nombre d'essayistes contemporains reprennent naïvement les thèses d'Ernest Kantorowicz sur la genèse impériale des républiques nationales et, surtout, sur les *deux corps du roi...* qui n'en font qu'un dans les royautés nationales de France et d'Angleterre*.

De même que la pensée et le droit républicains, notre doctrine de la souveraineté est née dans la France monarchique du XVI^e siècle. Jean Bodin a voulu en quelque sorte refonder la République

sur une théorie juridique rigoureuse du pouvoir souverain. Cette refondation marque la véritable césure entre notre tradition politique première et notre modernité politique (1). Elle se fait par une « mise en pièce de l'aristotélisme » soulignée à juste titre par Blandine Kriegel qui montre que cette rupture se fait dans une intention anti-impériale : Aristote est rejeté comme inspirateur du droit romain, afin de conforter la monarchie française ébranlée par les guerres de religion. De fait, le pouvoir royal gagne en puissance. Mais il perd l'idée du gouvernement équilibré que portait la conception aristotélicienne du Politique : l'État moderne se constitue en force et rassemble toujours plus fermement la nation autour d'un roi qui va devenir le monarque absolu. La République selon Jean Bodin nous fait passer de l'État de justice à l'État administratif. La France y gagnera la domestication de la noblesse, classe trop volontiers frondeuse, la ruine des justices féodales et son rayonnement international. Nous y perdrons selon Blandine Kriegel « *la décentralisation judiciaire, l'équité jurisprudentielle, la fabrication expérimentale du droit, qui sont les ailes de l'Angleterre* » (37).

Mise en garde

Ce point de vue général, ensuite explicité et nuancé, mérite une vaste discussion. Retenons ici que Blandine Kriegel nous met en garde contre la confusion entre le despotisme et l'absolutisme car la République selon Bodin, aussi autoritaire soit-elle, est un « *droit gouvernement de plusieurs ménages* » et non une puissance s'exerçant hors la loi. L'absolutisme contient son principe de modération, comme l'a montré par ailleurs Ran Halévi, et la théorie

médiévale de la légitimité qui fonde la transmission de la couronne royale et qui l'établit en loi de l'État porte en elle le principe de légalité : la doctrine de la légitimité stipule « *la nécessité d'une légalité, elle surajoute l'instance de légalité à l'instance de la loi. Si le pouvoir légitime est un pouvoir dont le titre est juste et le pouvoir légal, un pouvoir dont l'exercice est juste, pour reprendre une claire et belle définition de Passerin d'Entrèves, il faut observer dans la théorie statutaire de la dévolution de la couronne le perceptible passage de la légitimité à la légalité* » (77).

La monarchie réhabilitée

Voilà qui ouvre un grand débat sur la dialectique de la souveraineté et de la légitimité que nous ne voulons pas abîmer par quelques formules lapidaires. Pour le moment, il nous suffit d'inciter à la prudence : la pensée politique sous l'Ancien régime est subtile (pensons à Montesquieu), contrastée, parfois incertaine et les travaux en cours achèvent de disqualifier la vertueuse dénonciation républicaniste de la monarchie pré-révolutionnaire. Cette dénonciation est aberrante pour deux raisons majeures :

- la première phase de la Révolution française, celle de la Déclaration des droits de l'homme, de l'abolition des privilèges et de la constitution écrite est monarchienne dans l'ordre intellectuel et monarchiste-constitutionnel quant au régime politique.

- la doctrine républicaine de la souveraineté selon Bodin est récupérée par le républicanisme jacobin (souveraineté de la nation), durcie par le robespierrisme (la répression louis-quatorzienne contraint à l'obéissance, la Terreur élimine physiquement les opposants) et continue d'inspirer le projet étatique et national au XX^e siècle (centralisation administrative, doctrine du service public, existence d'un droit administratif, autoritarisme des dirigeants...) malgré le principe de séparation des pouvoirs (faussement attribué à Montesquieu) et la lente installation du système parlementaire, monarchique puis républicaniste.

C'est cette persistance de cette doctrine bodinienne de la souveraineté qui explique notre incapacité à réussir une réforme de la justice : nous reconnaissons un pouvoir exécutif et un pouvoir législatif distincts, mais le judiciaire est seulement défini comme *autorité* dans la Constitution comme dans nos têtes : « *la réforme [de la justice] ne peut se satisfaire d'un traitement cosmétique, puisqu'il s'agit d'attribuer à la justice un pouvoir, c'est-à-dire une part de la souveraineté* » (13). D'où les embarras que Blandine Kriegel met en perspective en étudiant l'histoire

■ **Blandine Kriegel : une historienne et philosophe du droit.**

de notre droit pénal, autre héritage de la monarchie, avant d'envisager les principes et les moyens d'une réforme de la justice. On peut contester ses points de vue, mais il faut lui reconnaître l'immense mérite de souligner l'urgence d'une nouvelle élaboration de la pensée française de la souveraineté.

Maria DA SILVA

(1) La NAR se situe dans la tradition aristotélicienne. Le mot de souveraineté ne figure même pas dans le glossaire figurant en annexe du livre de Bertrand Renouvin sur le royalisme publié en 1997. C'est pour tenter de clarifier les mots d'ordre « souverainistes » que l'étude du concept de souveraineté a été entreprise dans notre revue *Cité*.*

(2) Les * dans le texte renvoient aux ouvrages cités ci-dessous comme références.

RÉFÉRENCES

■ Blandine Kriegel, *Réflexions sur la justice*, Plon, 2001 (prix franco : 19,60 €). Toutes les citations renvoient à cet ouvrage.

■ Rémi Brague : « Du prince au peuple - la sagesse politique dans la Bible » in *Le Savoir du Prince du Moyen Âge aux Lumières*, sous la direction de Ran Halévi, Fayard, 2002 (prix franco : 23 €). Nous reviendrons prochainement sur ce livre capital.

■ Alain Boureau, *Le simple corps du roi*, Les Éditions de Paris, 1988 (prix franco : 18,30 €).

■ Revue *Cité* n° 34, 2^e trimestre 2000 : La souveraineté politique (prix franco : 6,10 €).

Stanislas Fumet

A l'occasion de la réédition de ses Mémoires, Philippe de Saint Robert évoque pour nous le souvenir de Stanislas Fumet (1986-1983).

Il y a de cela, disons, quelque temps, lorsque je regagnais le soir ma chambre d'étudiant, dans le V^e arrondissement, il m'arrivait parfois d'entrevoir dans le métro un couple étrange, qui devait me paraître plus âgé qu'il n'était alors, c'était Stanislas et Aniouta Fumet qui regagnaient la rue Linné : lui, anticipant la mode Jack-Lang, avec une chemise mauve et coiffé à la médiéval ; elle, toujours encombrée d'innombrables paquets au contenu indéfinissable. Je les reconnaissais bien pour les revoir aussi aux semaines des Intellectuels catholiques, où fleurissait encore le renouveau chrétien de l'avant-guerre, dont Stanislas Fumet fut, aux côtés des Maritain et de tant d'autres, à travers la presse et l'édition – qui ne se souvient du *Roseau d'Or* ? – l'une des flammes les plus vives.

Stanislas Fumet a beaucoup écrit, mais ses ouvrages furent le plus souvent consacrés aux autres : Beaudelaire, Léon Bloy, Ernest Hello, Claudel... Ce n'est qu'à la fin de vie qu'il livre cette *Histoire de Dieu dans ma vie* (1), parue en 1978 et que les éditions du Cerf viennent d'avoir la bonne idée de rééditer, avec une préface du cardinal Lustiger et une remarquable introduction d'Étienne Fouilloux. « A l'automne 40, écrit le cardinal Lustiger, j'avais quatorze ans, j'ai découvert Stanislas Fumet sur un rayon de bibliothèque, dans la collection du *Roseau d'Or* (...) Pour moi, Stanislas Fumet faisait partie de ces aînés que l'on se choisit

comme guides, de ces explorateurs intrépides qui vous ont ouvert le chemin, de ces gens fabuleux, providentiels pour moi qui les découvrais dans cette période dramatique de la guerre. »

Si le comportement bohème de Stanislas Fumet ne mit pas toujours sa famille dans l'aisance, ses engagements doctrinaux et politiques furent toujours d'une parfaite clarté. Avant-guerre, il se tint aussi éloigné de l'Action française que du Sillon, inébranlable dans sa confiance au Magistère de l'Église, même si Vatican II devait le troubler autant qu'en furent troublés Maritain et Gilson.

En politique, la Résistance l'engagea en une indéfectible fidélité au général de Gaulle, qui me fit le retrouver dans les conseils de *Notre République*, dans les années soixante, au temps de Jean-Michel Royer et de Frédéric Grendel. « A Notre République, écrit-il, nous étions résolument engagés. C'est en cela, on s'en doute, que notre gaullisme, contre les socialistes et les M.R.P. au pouvoir, eut l'occasion de lever haut son bras gauche. » Ce fut aussi le temps d'*Économie et Humanisme*, avec le Père Lebreton dont les analyses avaient indiqué la voie que nous aurions dû prendre pour le développement de l'Afrique, et que nous n'avons pas prise, et le temps où François Perroux appelait de ses vœux l'Europe sans rivage. La vie intellectuelle ne se réduisait pas alors à de vulgaires chassées aux sorcières ; elle appro-

fondissait et elle ouvrait sur la vie.

Mais le malheur a voulu que les « intellectuels » passent à côté de la refondation de la République qui s'accomplit en 1958 : « Les intellectuels de France, il est vrai, ont torpillé le bâtiment que pilotait le plus grand homme d'État de son siècle, écrit Fumet. Ils l'ont fait avec une persévérance qui n'avait d'égale que leur inconscience, ou, mieux, leur jalousie instinctive, qu'ils ne s'avouaient d'ailleurs pas à eux-mêmes. Les intellectuels dans leur ensemble n'ont pas toujours des réactions qui les honorent. Ils sont vaniteux et enclins à ne pas goûter une grandeur qui les humilie. (...) Un de Gaulle échappe à la catégorie des gens qui ont un petit moi qui les étrangle et dont la modestie de surface n'est que faux-semblant ou lâcheté. Avec de Gaulle, on a affaire avec un moi de responsabilité aussi large que possible. » On complètera en lisant les pages suivantes... dont : « Comme j'en ai voulu à mon ami Hubert Beuven-Méry. » Il en voudrait moins à ses lointains successeurs, car ils n'auraient jamais été ses amis.

Maintenant, pour le plaisir des lecteurs de la NAR et pour remettre certaines choses au point, voici le récit d'un dîner en tête-à-tête au Crillon : « Le comte de Paris savait que j'étais gaulliste et c'est pourquoi il s'étendit beaucoup sur la personnalité du général de Gaulle, à qui il témoignait une vive admiration et, me semblait-il, sans mélange. Je le reverrai ensuite plusieurs fois. (...)

J'écrivais alors dans *Notre République*, mais il eût paru tendancieux d'y flatter Henri de France. Je ne crois pas que celui-ci l'attendait de moi. En tout cas, il comprend mieux de Gaulle que tant de gaullistes mitigés que je rencontrais. Le comte de Paris était bien documenté. Il approuvait pleinement la politique du Général et savait le juger à sa taille, comme si la descendance royale était fière d'avoir affaire à un tel Français. »

L'essentiel de ce livre, ne le perdons pas de vue, c'est la foi et la présence de Dieu dans une vie, une foi qui s'exprime le plus souvent avec une confiance d'enfant (qu'exprime sa dévotion à la Vierge de La-Salette), une absolue disponibilité, une inquiétude aussi, qui le tient aussi loin des appropriations abusives des maurrassiens que, plus tard, des dérives modernes du catholicisme. Son préfacier doute qu'il ait été « un inconditionnel du Concile », mais situe bien son œuvre : « Ainsi, l'Histoire de Dieu dans ma vie est-il plus et mieux qu'un témoignage de premier plan sur l'histoire récente de la France et de son catholicisme. L'histoire des phénomènes religieux reçoit ce livre comme un plaidoyer pour une approche du passé qui ne privilégie pas le visible au détriment du moins visible ou du caché. (...) On y décèle, par le prisme de son apport des événements et des hommes, un peu de l'élan spirituel et culturel qui a fait les grandes heures de l'Église catholique en France des années 1920 aux années 1960. »

Ajoutons que le renouveau que Stanislas Fumet attendit de l'élection de Jean-Paul II, dont le « dynamisme et la conviction » le réjouissaient, semble malheureusement avoir jusqu'à présent épargné la France, où, à de rares exceptions près, l'épiscopat semble moins préoccupé des choses de l'esprit que de l'air du temps.

Philippe de SAINT ROBERT

(1) Stanislas Fumet, « *Histoire de Dieu dans ma vie* », préface du cardinal Lustiger. Éd. Du Cerf. 825 pages - prix franco : 36 €.

Le nouvel ordre sexuel

Les années soixante ont marqué une transformation des mœurs qui, le plus souvent, a été saluée comme une libération. On a même parlé de « révolution sexuelle » et on en parle toujours, même si le mythe s'est trouvé quelque peu ébréché ces derniers temps et si des exigences contradictoires apparaissent qui mettent à mal l'idée et le rêve du « *peace and love* ». Faut-il rappeler que, dès le départ, cette révolution était observée avec scepticisme, voire avec une ironie dévastatrice, par des gens aussi avertis que Jacques Lacan, Allan Bloom, Maurice Clavel, et même Cornelius Castoriadis ? Le premier la qualifiait tout simplement de « piège à c... » et il avait de bonnes raisons pour savoir quelle formidable illusion il y avait dans cette croyance en un paradis des sens et à quelle terrible désillusion elle préparait. Christian Authier, qui est critique littéraire, peut décrire cette désillusion à partir de la vaste production romanesque mais aussi cinématographique dont la crudité débouche toujours sur la cruauté dans une morbide déréliction.

Certes on a toujours su que la chair était triste et l'expérience rimbalde du dérèglement de tous les sens, de l'aveu même de l'intéressé, a toujours débouché sur l'écœurement. Mais, ces dernières années, on peut dire que nous avons été servis ! De Virginie Despentes à Catherine Breillat, lecteurs et spectateurs sont pris d'envies de vomissement. Mais là encore, rien d'inattendu, si l'on se fie à Balzac : « Indiquer les désastres produits par les changements de mœurs est la seule mission des livres. » Christian Authier opère ainsi un constat de faillite, en se haussant à une distance certaine, pour pouvoir mieux apprécier le désastre, en repérer la logique et l'aboutissement : « Pour parler crûment, nous ne sommes pas devenus des « bêtes de sexe », tout au plus des « bêtes d'aveu » - selon l'expression de Foucault - se gargarisant de discours prémâchés dans un dispositif nous soumettant à cette austère monarchie du sexe » et dont l'ironie consistait à nous faire croire qu'il en allait de notre libération. »

Du livre de Christian Authier, je ne reprendrai donc pas les développements édifiants qui concernent le spectacle des mœurs branchées, du moins celles qui apparaissent dans toute une production spécialisée, sauf pour remarquer la facilité avec laquelle le rêve se transforme en cauchemar ou la façon dont l'hyper sexualisation de la vie se traduit par la dévaluation du sexe, sa banalisation, sa normalisation. C'est à un point tel que Catherine Millet, dont le livre à succès est considéré par toute une mouvance éclairée comme une référence obligée, en vient à souhaiter que la copulation devienne anodine, que l'on puisse faire l'amour dans les halls de gare sans qu'on y prête attention. Réduit à une fonction purement biologique, l'érotisme perd tous ses prestiges, il n'est plus le moyen de susciter les fantasmes et de susciter le monde transfiguré que souhaitait Marcuse. Alors, était-ce vraiment la peine ? Par ailleurs, la promotion

de l'homosexualité qui s'est développée à la faveur (?) des années sida est en train de tourner à l'exaltation du transsexualisme. Cela mérite qu'on s'y arrête.

Ces jours derniers, un téléfilm mettait en scène une personne qui, par la chirurgie, était passée du genre masculin au genre féminin, et qui en tant que « femme » voulait défendre mordicus ses droits de « père de famille ». Voilà le genre de fait divers que le service public se fait un devoir de nous asséner. Il est vrai que c'est aussi du dernier chic. Christian Authier expose comment la dernière tendance est d'être *queer*, ce qui signifie être ni homme, ni femme et de subir « la fascination de l'entre-deux, la beauté des marges. » L'hétéro centrisme maudit serait enfin définitivement vaincu, et les genres masculin et féminin apparaîtraient pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des constructions sociales et culturelles, indépendantes de toute détermination biologique. Pour les homosexuels, être *queer* aurait cet avantage d'échapper à l'enfermement d'une identité. Elisabeth Badinter avait déjà annoncé la disparition des différences entre les sexes, en déduisant une mutation radicale des comportements, dès lors que la passion et le désir auraient disparus dans les relations entre individus. Annie Le Brun a raison de dénoncer l'asexualité qui résulte de cette mutation : « *Tous trop épuisés pour tenter d'êtreindre l'Autre, le différent. Tous impuissants.* »

La conséquence de la révolution *queer* c'est l'extrême maltraitance dont le corps est l'objet. Un anthropologue comme David Le Breton diagnostique une haine du corps « qui s'exprime dans le sillage des progrès techniques, scientifiques et des nouvelles technologies offrant aux individus la perspective de le reconstruire, via l'informatique et la génétique, pour finalement s'en débarrasser ». Au terme de cette mirifique évolution, Christian Authier peut marquer le gouffre qui sépare le rêve soixante-huitard « vivre sans temps morts et jouir sans entrave » et le destin qui nous est promis : « *Nous voilà vaguement indifférenciés, transformés en forteresses solitaires, enfermés dans un narcissisme sans avenir, péniblement englués dans une somme de devoirs et d'interdits contradictoires, condamnés à lire ou regarder les vies sexuelles de X ou de Y, confrontés à des corps phobiques et toujours moins performants ou séduisants que l'ordre le voudrait.* »

On conçoit que de telles dérives entraînent des réactions. Mais celles-ci ne proviennent pas tellement d'un « ordre moral » définitivement exécuté que d'un processus de victimisation producteur d'un nouveau puritanisme. C'est alors, en effet, que les *chiennes de garde* montent à l'assaut nullement pour dénoncer une révolution sexuelle dont elles se veulent les jalouses héritières, mais pour réclamer le droit de se plaindre au nom du droit de tous de se plaindre de tout. Comme le dit Jean-Claude Michéa, on assiste au spectacle étrange de « *Mai 68 portant plainte contre Mai 68* ». C'est sans doute inconséquent, mais l'inconséquence ne fait pas peur aux partisans et partisanes d'un droit universel à la jouissance. Lorsqu'ils sont victimes de cette jouissance, les nouveaux puritains sont féroces, et la législation qu'ils veulent imposer aboutit à la plus implacable des inquisitions. Voyez la guerre qui commence sur les campus pour déceler et désigner les coupables de harcèlement. Oui, décidément, c'était bien la peine...

Christian Authier - « *Le Nouvel Ordre sexuel* », Bartillat. 290 pages - prix franco : 17.90 €.

par Gérard Leclerc



Blanche de Castille

Poursuivant sa série de l'histoire des reines de France, Philippe Delorme vient de publier un « *Blanche de Castille* ». La biographie d'une reine pour qui le mot servir n'était pas vide de sens.

Entre reine de France... voilà qui a dû faire rêver bien des femmes. Elles furent quelques dizaines pour qui ce rêve devint réalité, une réalité souvent pesante qui a parfois tourné au tragique. Jeunes princesses, objets de trocs, leur volonté ou les élans de leur cœur comptaient bien peu au regard des nécessités du royaume. Souvent étrangères on est saisi d'étonnement lorsque l'on constate, au fil des siècles et d'une façon générale, leur passion de servir leur terre d'adoption. L'histoire de Blanche de Castille (1) en est un des exemples les plus marquants.

Philippe Delorme, que nos lecteurs connaissent bien, vient de tracer de cette reine un portrait qui, pour être en demi-teinte, n'en est pas moins un vibrant hommage à l'une de ces femmes qui ont profondément marqué l'histoire de France. Portrait en demi-teinte ? Simplement par honnêteté intellectuelle de l'historien qui reconnaît les limites d'une documentation souvent lacunaire ou contradictoire. Ici l'imagination ne se substitue jamais à l'exigence de l'exactitude. Philippe Delorme ne s'accommod pas des facilités des interprétations incertaines et de l'arrangement des faits. Sans doute est-ce pour cela que son texte est parfois marqué par une certaine sécheresse dans l'expression, le lyrisme n'a pas sa place dans ces pages,

c'est le prix à payer à la rigueur historique. L'auteur écrit : « *on pense connaître la reine Blanche alors que l'on ne possède d'elle qu'un portrait souvent équivoque.* » Certes, on n'ignore rien des grandes étapes de sa vie mais que de zones d'ombres ! Il faut donc y aller à pas comptés, un seul exemple nous est donné des difficultés auxquelles doit faire face le biographe, s'agissant de la simple date de naissance de la Castillane.

Quel type de femme était-elle ? Certains chroniqueurs la parent de toutes les grâces. Chrétien de Troyes, lui, la décrit comme « *La plus laide qui fut, même au fond de l'enfer* ». Qui était-elle ? Petite-fille d'Aliénor d'Aquitaine par sa mère, d'ascendance bourguignonne par son père Alphonse VIII de Castille, elle est bien peu espagnole. Au passage Philippe Delorme tord le cou à la tenace légende selon laquelle Blanche serait apparentée aux descendants de Mahomet.

Mariée à treize ans au futur Louis VIII, fils du prestigieux Philippe Auguste, dans le seul souci d'un rapprochement entre les Plantagenets et les Capétiens elle forme avec son époux un couple profondément uni au grand scandale de certains. N'est-ce pas saint Jérôme qui écrit « *La doctrine chrétienne voit d'un œil sévère le désir entre personnes mariées.* » Mère de douze en-

fants dont deux furent élevés sur les autels - saint Louis et, ce que l'on sait moins, sa fille Isabelle - elle fut une excellente éducatrice. On peut lui reprocher, encore que l'auteur semble l'excuser, son hostilité envers Marguerite de Provence épouse de Louis IX ; elle vivait également en mésentente avec ses deux autres belles-filles les comtesses d'Artois et d'Anjou. Ce n'est pas écorner grandement l'image de la reine que de penser que cette femme au caractère de fer ait pu être une belle-mère impossible...

Son tempérament volontaire s'affirme pour la première fois alors que son époux après s'être lancé dans une aventureuse expédition en Angleterre, contre l'avis de son père, se retrouve en fâcheuse position. Elle saura trouver, seule, l'argent et les hommes nécessaires pour le tirer de ce mauvais pas. Philippe II meurt, Louis est couronné, Blanche devient reine de France. Un règne très court, peu connu et pourtant bénéfique pour le royaume

(2), l'héritier du trône a onze ans « *la minorité du souverain est l'un des talons d'Achille du système monarchique* ». Blanche est nommée régente, ou plus exactement « *gardiennne du royaume* ». D'innombrables et d'inextricables difficultés et conflits l'attendent : grands barons infidèles et arrogants, évêques et prélats jaloux de leurs prérogatives, Pape intervenant à tous propos

ou hors propos dans les affaires temporelles. Assistée par des conseillers de modeste extraction ou par une petite noblesse fidèle elle saura garder et fortifier le royaume.

La seconde régence, alors que son fils s'en est allé à la croisade, sera accomplie avec la même efficacité. La France se fortifie dans ses structures administratives, elle est solidement tenue en mains par une femme qui s'épuise à la tâche. Le terme, pour celle qui est devenue pleinement capétienne, arrive. La reine se dépouille humblement de ses vêtements royaux et de son autorité en l'abbaye de Pontoise, elle revêt l'humble costume cistercien, devenant simple sœur soumise pleinement à l'autorité de la mère abbesse. Elle meurt en paix dans la plénitude de sa foi et la conscience du devoir accompli.

Blanche était-elle grande, petite, belle ou laide, que faisait-elle de ses journées de repos ? On n'en sait rien, mais qu'importent les détails d'une vie au quotidien lorsque l'histoire a validé avec éclat tous les actes essentiels accomplis. A la mort de Blanche, Geoffroy de Beaulieu écrivait : « *D'un caractère viril, portant dans la pensée un esprit mâle et dans ses affections le cœur d'une femme, elle confondit tous les perturbateurs du royaume.* »

C'est en lecteurs conquis que nous rejoignons Philippe Delorme dans son admiration pour cette reine étrangère qui a remarquablement servi sa terre, sinon d'élection, du moins d'accueil.

Michel FONTAURELLE

(1) Philippe Delorme - « *Blanche de Castille* ». Pygmalion-Gérard Wafelet - prix franco : 19,50 €.

(2) Gérard Sivéry - « *Louis VIII le Lion* ». Fayard - prix franco : 23 €. Voir le compte-rendu que nous en avons fait dans *Royaliste* n° 652.

Les autres ouvrages de Philippe Delorme de la même série des reines de France sont tous disponibles au prix franco de 19,50 €.

Objectif 10 000

Satisfaction... et inquiétude

Oui, satisfaction mais aussi inquiétude.

Commençons par les motifs de satisfaction. La troisième liste de souscripteurs que nous publions ci-dessous a fait faire un bond spectaculaire à notre souscription qui a maintenant dépassé la moitié de l'objectif assigné. Mais l'aspect financier n'est pas celui qui nous a le plus réjoui. Notre motif de fierté c'est de voir rassemblée - pour assurer l'existence de *Royaliste*, notre journal - une cohorte d'amis illustres ou anonymes qui ont tenu à répondre à notre appel à l'aide. S'y côtoient prince et roturiers, gaullistes et communistes, héros de la Résistance, général et ambassadeur, journalistes et écrivains, philosophes et historiens, pour ne mentionner que les plus connus. Qu'ils soient tous ici remerciés chaleureusement de leur contribution.

Mon motif d'inquiétude est d'un autre ordre. Lancée plus tard que d'habitude, démarrée avec lenteur, notre souscription est en retard sur le calendrier prévu et il nous reste moins d'un mois avant la période estivale où notre parution est suspendue et nos lecteurs sur les plages... Alors il faut absolument que ceux de nos lecteurs qui n'ont pas encore réagi à mon appel le fasse sans tarder, dès aujourd'hui, même d'une façon modeste si leurs moyens sont limités. Je vous rappelle que les 10 000 € de notre objectif nous sont absolument indispensables si nous voulons que *Royaliste* vive. Nous le voulons ! vous le voulez ! alors aidez nous !

Yvan AUMONT

3^e liste de souscripteurs

Claude Anglade 46.00 - David Arnaud 20.00 - Maurice Asta-Richard 20.00 - Lucie Aubrac 50.00 - Jean et Monique Aubry 50.00 - A.B. (Hérault) 20.00 - Paul Balta 30.00 - Jean-Marie Barbero 20.00 - Patrick Barrat 60.98 - F.B. (Hauts-de-Seine) 40.00 - Gérard Bellebeau 40.00 - Jacques et Denise Berbineau 45.00 - Christophe Bertorelle 30.00 - Alain Besson 70.00 - J.B. (Saône et Loire) 150.00 - D.B. (Landes) 8.70 - P.Y.B. (Hauts-de-Seine) 152.00 - Armand Boyé de Kermorlan 40.00 - Sabine Breuillard 100.00 - Philippe Cappelacere 50.00 - Michel Caron 20.00 - Jean-Loup Commo 40.00 - Marcel Conche 100.00 - Bernard Cubertafond 20.00 - Jean-Pierre Dauvillier 7.62 - Régis Debray 100.00 - Hélène Plouhinec 50.00 - Philippe Delorme 30.00 - Bertrand Dumas-de Mascarel 12.00 - Luc Durand 50.00 - Pierre-J. Durbin 20.00 - Jean Eyraud 100.00 - François Francart 80.00 - Christian Frater 60.00 - André Gallière 40.00 - Max Gallo 150.00 - Général Pierre Gallois 100.00 - Luc de François Jouvençon 8.00 - T.K. (Hauts de Seine) 20.00 - Pierre-Paul Lacas 40.00 - Jacques Lambalais 20.00 - Bernard Langlois 50.00 - Christian Lecocq 40.00 - Jacques Leflaive 100.00 - Patrice Lerat 40.00 - Guy Leres 70.00 - B.L. (Paris) 20.00 - Pierre Maillard 50.00 - Denis Matton 20.00 - Jean-François Maurel 153.00 - SAR Charles-Philippe d'Orléans 150.00 - Philippe Parisy 14.25 - Etienne Parize 6.00 - Noël Pécout 20.00 - O.P. (Bouches-du-Rhône) 20.00 - Michel Puravet 20.00 - Angèle de Radkowski 20.00 - Stéphane Retzmanick 100.00 - Renaud Rumin 20.00 - Hélène Rutschmann 20.00 - Jacques Solé 20.00 - Grégory Thomas 20.00 - Bruno Vernet 15.00 - Marcel Veyrenc 40.00 - François Viet 20.00 - Max Woelfle 20.00

Total de cette liste : 3528,55 €
Total précédent : 1698,39 €
Total général : 5226,94 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (7,65 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 4,60 €).

♦ Mercredi 12 juin : La question semble réservée aux étudiants en histoire : « *Quelles furent les conséquences de la paix de Versailles ?* ». Or ce sujet reste d'une pleine actualité puisque le premier traité signé après la défaite allemande de 1918 a réorganisé la géopolitique européenne avec une telle ampleur que de nombreuses tracés frontaliers (Autriche, Tchécoslovaquie...) ont résisté aux bouleversements de la période 1939-1945. Surtout, le traité de Versailles est considéré comme la machine infernale qui a engendré la seconde guerre mondiale. Historien connu pour ses travaux sur l'historiographie allemande, Édouard HUSON a préfacé la réédition des ouvrages que John M. Keynes et Jacques Bainville

avaient consacrés aux conséquences - économiques, politiques - de la paix. Ils nous présenteront leurs conclusions, qui éclairent la période contemporaine.

♦ Mercredi 19 juin : Fréquemment invité à nos réunions, Marcel GAUCHET nous présentera cette fois un recueil d'articles publiés dans la revue *Le Débat*, qui permettent de comprendre la surprenant succès de Jean-Marie Le Pen le 21 avril et de répondre aux interrogations que le milieu dirigeant ne veut pas ou ne sait pas formuler. Or la crise manifestée par la protestation populiste est d'une gravité extrême : voici « *La démocratie contre elle-même* », c'est-à-dire mise à l'épreuve de contradictions qui risquent de la détruire. Face aux tempêtes électorales et sociales, suffit-il d'invoquer l'esprit républicain ou de vanter la modernité ? Nous ne ferons pas l'économie d'une réflexion sur l'État, la nation, l'école, l'Europe - que notre invité enrichira de ses vastes connaissances en anthropologie et en histoire de la pensée politique.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (7,65 € pour l'année)

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, vient d'être renouvelé. Ont été élus : Loïc de Bentzmann, Axel Tisserand, Didier Le Roué, Philippe Labarrière, Olivier Bruneau, Denis Cribier, Robert Gesnot, Jacques Roué-Daëron, François Tanné et Hervé Rumin. La première réunion de ce nouveau Conseil aura lieu à Paris le dimanche 23 juin.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
Adresse électronique :
désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nos objectifs

Après avoir proposé trois lignes de front pour les batailles à venir (1), je voudrais rappeler les objectifs de notre mouvement et de notre journal, sans trop insister cette fois sur notre conviction royaliste, inspirée par la tradition capétienne et concrétisée dans les royaumes contemporains.

Dans l'espérance d'une application en France du modèle européen des monarchies royales, qui constituent autant de point d'équilibre des démocraties nationales, nous nous sommes donnés des objectifs à moyen terme qui procèdent d'évidences : pour faire valoir un projet politique, il faut que le souci politique en tant que tel soit exprimé ; pour mettre en œuvre une réforme institutionnelle il faut qu'il y ait un État, une nation, des citoyens, une représentation démocratique. D'où notre très ancien mot d'ordre : sauver la République, autrement dit sauver la Politique.

Notre projet particulier rejoint ainsi des exigences très générales. Et les exemples du défunt comte de Paris, de Siméon de Bulgarie, de Michel de Roumanie, de dom Duarte du Portugal montrent que les rois et les princes de notre temps peuvent, quand ils en ont la volonté, servir loyalement leur pays, dans le respect scrupuleux de la légalité. Telles sont nos références. Elles ne nous ont jamais conduit à exclure d'autres serviteurs de l'État ni d'autres familles politiques. Nous pensons et agissons en termes de dialogue entre les traditions de pensée, de rassemblement des forces démocratiques pour le salut de la patrie.

Au risque de nous perdre ? Beaucoup de royalistes sympa-

thisants et d'amis proches ont redouté, tout au long de ces trente années, que nous nous laissions entraîner dans le jeu des complaisances et des compromissions – avec les gauchistes et avec les mitterrandistes tout particulièrement. On ne voulait pas comprendre que notre « gauchisme » était celui de Maurice Clavel, qui n'avait jamais renié la fidélité royaliste de sa prime jeunesse. On ne voulait pas voir que notre « mitterrandisme » ne nous empêchait pas de dénoncer les orientations tou-



jours plus libérales des gouvernements socialistes à partir de 1983. Nous soutenions alors « l'autre politique » souhaitée par Jean-Pierre Chevènement... On s'indignait de nous entendre déclarer au temps de la guerre froide que les communistes étaient « des Français comme les autres » en oubliant la Résistance et aussi, bien avant la NAR, le combat des gaullistes, des communistes et des royalistes contre la Communauté Européenne de Défense.

En portant notre poids d'erreurs et en payant cher quelques illusions, nous avons conçu notre action politique selon trois objectifs politiques :

La défense de la Constitution gaullienne, dans sa lettre et dans

son esprit : arbitrage, continuité de l'État, indépendance de la nation, dimension symbolique de la fonction présidentielle.

La préparation des « révolutions nécessaires » (la formule est de Georges Bernanos) dans le domaine économique et social – la révolution politique ayant été accomplie par le général de Gaulle.

La réalisation de la confédération européenne et la présence active de la France dans le monde.

Notre ligne politique rencontre sur ces trois points celle des gaullistes authentiques – les communistes étant hostiles à la V^e République. Mais l'alliance entre gaullistes, royalistes, communistes et socialistes patriotes peut se faire pour la défense de l'État et de la nation selon le programme pluriséculaire du Parti des politiques. C'est dans cette perspective que nous nous sommes retrouvés après 1974 autour de la revue gaulliste *L'Appel*, avec les militants de l'Union des Jeunes pour le Progrès, avec Michel Jobert, avec les communistes en rupture de Parti ; après 1981 avec les formations de la gauche gaulliste et cette année lors de la campagne menée au sein du Pôle républicain.

C'est avec les mêmes familles politiques que nous allons continuer le combat, selon les mêmes objectifs. Nous continuons de souhaiter un rassemblement effectif, visible, militant, selon une stratégie claire, rigoureusement définie et démocratiquement adoptée. La décision de rassembler ne nous appartient pas. Mais, royalistes ou non, nous savons qu'il nous faut rester tous ensemble afin de défaire à court terme l'oligarchie et d'en finir avec l'ultra-libéralisme français et européen.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'éditorial du n° 795 de *Royaliste*.